

## Recherches sociographiques



P.A. TURCOTTE, *L'éclatement d'un monde. Les Clercs ds Saint-Viateur et la Révolution tranquille*

Monique Dumais

Volume 23, numéro 3, 1982

Imaginaire social et représentations collectives, II. Mélanges offerts à Jean-Charles Falardeau

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056008ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056008ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumais, M. (1982). Compte rendu de [P.A. TURCOTTE, *L'éclatement d'un monde. Les Clercs ds Saint-Viateur et la Révolution tranquille*]. *Recherches sociographiques*, 23(3), 456–458. <https://doi.org/10.7202/056008ar>

Qu'est-ce qui fait la force de cet ouvrage si populaire? Le premier de ses atouts est sans conteste la qualité du discours. Newman sait combiner les données économiques et les anecdotes personnelles sur les *businessmen* qu'il étudie. Les premières sont d'une très grande sûreté; Newman sait de quoi il parle en matière d'entreprises et d'économie et il se trompe rarement. Quant aux secondes, qui occupent au demeurant au moins les deux tiers de l'ouvrage, elles sont remarquablement bien racontées, très diversifiées et très crédibles. Ainsi, Newman nous présente une vision « de l'intérieur » de la bourgeoisie canadienne avec ses châteaux, ses valets, son argenterie, ses limousines, ses clubs fermés, ses voyages et ses contacts avec la noblesse britannique et avec les politiciens locaux. Le deuxième atout du livre est la thèse, plus implicite celle-ci, qui le sous-tend: le Canada a sa propre bourgeoisie bien en selle, contrôlant ses propres entreprises et exerçant une influence très marquée sur l'État et sur la société. Je partage entièrement cette perspective, que j'essaie d'avancer aussi avec d'autres moyens et pour un autre public.

Les défauts de l'ouvrage découlent de la conception que Newman se fait de son métier. À cet égard, on peut lire dans la conclusion que « ... du point de vue du journaliste, l'exercice du pouvoir est essentiellement le spectacle de conflits de personnalités » (p. 459). C'est là une conception particulièrement restreinte du métier de journaliste car, bien souvent, les « conflits de personnalités » cachent des conflits autrement plus profonds, tels des projets politiques ou économiques très divergents, ou des groupes économiques aux intérêts opposés. Combien de « conflits de personnalités » ont été soulevés par les politiques économiques nationalistes des libéraux fédéraux comme Walter Gordon, Marc Lalonde ou Herb Gray, ou par l'opposition entre les milieux d'affaires anglosaxons traditionnels et la nouvelle bourgeoisie canadienne-française? Rappelons à ce sujet les tentatives frustrées d'achat d'Argus Corporation par Paul Desmarais en 1974, et du Royal Trust par Robert Campeau en 1980, la première ayant déclenché une commission royale d'enquête, la seconde de nombreuses poursuites légales. Peut-être Newman serait-il tenté de les décrire comme des conflits de personnalité. En somme, l'auteur s'interdit d'aller au-delà du superficiel, de dépasser l'anecdotique et de lancer quelques hypothèses pour organiser son matériel. Mais c'est peut-être trop demander à un auteur qui n'a aucune ambition scientifique, même purement descriptive. Dans la masse d'informations que Newman a colligées, le sociologue peut cependant piger des données intéressantes, quitte à les confirmer par ailleurs et à condition de les intégrer dans un système conceptuel plus solide. De ce point de vue, les ouvrages de Newman, et *L'establishment canadien* en particulier, constituent des sources de données les plus agréables à lire qui soient.

Jorge NIOSI

*Département de sociologie,  
Université du Québec à Montréal.*

P.-A. TURCOTTE, *L'éclatement d'un monde. Les Clercs de Saint-Viateur et la Révolution tranquille*, Montréal, Bellarmin, 1981, 366p.

L'impact de la Révolution tranquille au Québec s'est fait largement sentir, notamment sur les communautés religieuses enseignantes telles les Clercs de Saint-Viateur, qui pouvaient compter antérieurement sur « le soutien inconditionnel de la société globale et de l'Église » (p. 51). L'auteur, Paul-André Turcotte, entend, dans une étude socio-historique, de nous montrer comment la sécularisation de la société québécoise a entraîné l'effondrement de la fin première des Clercs de Saint-Viateur.

Les trois parties du livre: un monde menacé (1957-1964), un monde qui se désagrège (1964-1969), un monde effrité (1969-1972), établissent le cadre historique où se jouera la réforme

scolaire québécoise qui ébranlera le projet viatorien d'éducation chrétienne. Avant la Révolution tranquille, les Clercs de Saint-Viateur, « l'une des congrégations enseignantes les plus importantes du pays », avaient cherché dans la direction d'écoles publiques et la possession d'établissements privés à remplir un objectif : « l'éducation chrétienne accomplie au service de l'Église et selon la volonté du fondateur » (p. 52). Cependant, avec la création du Ministère de l'éducation en 1964, l'État prenant désormais en charge la presque totalité des structures de l'éducation, cette congrégation se voit forcée de se réorienter et de réinvestir autrement ses énergies.

Au moyen d'une analyse sociologique, l'auteur essaie d'indiquer comment les Clercs de Saint-Viateur ont tenté de raffermir leur structure de plausibilité affaiblie. Une présence aux postes de commande des écoles publiques et une capitalisation des biens immobiliers et symboliques devaient contribuer, dans la première phase, à consolider l'infrastructure de présence de la communauté. Par biens symboliques, il faut entendre la formation humaine, spirituelle et professionnelle que les religieux poursuivaient ; l'essor des études a été notamment remarquable. Cette capitalisation des biens immobiliers et symboliques a entraîné des implications économiques qui sont largement présentées dans les différentes parties du livre.

Dans la première période, c'est une rationalité culturelle qui prévaut, déterminant tout programme économique et politique de la congrégation enseignante. Les supérieurs, exerçant leur « autorité légale-rationnelle », ont rappelé à leurs membres, à plusieurs reprises, la nécessité de restreindre leur train de vie et de pratiquer le renoncement aux biens de ce monde. Toutefois, en dépit des efforts, la désagrégation de la base sociale se poursuivait et entraîna une réorientation de l'économie viatorienne. De la rationalité culturelle qui avait privilégié l'accumulation symbolique, on passa en dernier lieu à une rationalité sociale « axée sur le bien-être des membres du groupement » (p. 295).

Avec la désintégration avancée de la structure de plausibilité du monde viatorien, dans la troisième période, le pluralisme devint de plus en plus visible dans la congrégation. Les membres ont cherché de différentes façons à poursuivre la finalité de l'éducation chrétienne, mais la « base sociale » n'y étant plus, les religieux éducateurs se sont retrouvés dans les sphères plus privatisées du monde religieux. Désormais la congrégation n'offrira plus une spécificité unique mais fera voir un « ensemble de sous-mondes, appuyés chacun par une structure au moins idéologique, qui se juxtaposaient, s'opposaient ou se compénétraient » (p. 338). Elle a perdu son statut de force structurante dans la société et dans l'Église et est devenue une force dépendante dont l'avenir apparaît incertain.

Paul-André Turcotte a choisi une orientation bien claire en nous présentant « l'éclatement d'un monde » plutôt que l'émergence d'un nouveau monde. L'utopie rêvée aux origines des Clercs de Saint-Viateur semble avoir définitivement perdu de son effervescence. (Benoît Lévesque a largement traité des origines viatoriennes dans sa thèse : *D'un projet utopique à une congrégation religieuse. Sociologie génétique des Clercs de St-Viateur (1793-1859)*, Paris, E.P.H.E. (VI<sup>e</sup> Section), mai 1975, 833p.) Si Jean Séguy a défini l'utopie (dans : *Annales E.S.C.*, 26, 1971 ; cité par LÉVESQUE, pp. 91-92) comme « tout système idéologique global visant, implicitement ou explicitement, par l'appel à l'imaginaire seul (utopie rêvée), ou par recours concomitant ou complémentaire à l'écrit (utopie écrite), ou encore par passage subséquent ou parallèle à la pratique (utopie pratiquée) à transformer — de manière au moins optativement radicale — les systèmes sociaux globaux existants », il apparaît que l'utopie, en s'institutionnalisant, et surtout dans le contexte de la sécularisation du Québec, ait perdu toute force transformatrice et, encore plus, contestatrice.

L'ensemble de l'ouvrage traduit un certain défaitisme devant l'impasse de l'*aggiornamento* de la congrégation, qui ne réussit pas à restaurer la spécificité viatorienne. En effet, les chapitres généraux ne parvinrent pas à endiguer la crise d'identité sociale et à rallier les énergies, d'où l'apparition d'une subjectivisation individualiste et une relativisation des conceptions de la vie viatorienne. D'amples questions sont alors soulevées : Faut-il penser que l'utopie du fondateur ne

pouvait que fonctionner dans un monde chrétien? Devient-elle inopérable dans un monde sécularisé? Ce genre d'interrogations est d'ailleurs valable pour toutes les communautés religieuses actives, tant au Québec qu'ailleurs.

Cette recherche a constitué la thèse de doctorat de l'auteur, présentée sous le titre « Sécularisation, structure de plausibilité et *aggiornamento* d'un ordre religieux. Étude socio-historique d'un cas : Les Clercs de Saint-Viateur et la révolution tranquille (1957-1972) ». Elle a nécessité le dépouillement d'une documentation de près de trente mille pages, répartie dans plusieurs fonds (lettres circulaires des supérieurs provinciaux et généraux, documents préparatoires et procès-verbaux des chapitres ou réunions, chroniques et rapports de provinces, rapports financiers, projets, mémoires et rapports des commissions d'études; p. 19, note 27). Elle a également bien établi les étapes et le contenu des changements sociaux vécus dans la société québécoise.

Ce genre d'étude s'inscrit dans un courant de recherche où Jean Ségué, maître de recherches au Centre national de la recherche scientifique (Paris), est le principal instigateur. Une équipe de recherche en sociologie des religions de l'Université de Sherbrooke, à l'issue d'un de ses séminaires, avait déjà livré une publication : *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses*, avec la collaboration de Bernard Denault et Benoît Lévesque (Les Presses de l'Université de Montréal/Université de Sherbrooke, 1975). Tout n'est pas dit sur la contribution des communautés religieuses au développement socio-culturel du Québec, ainsi que sur leur évolution dans une société donnée.

Monique DUMAIS

*Université du Québec à Rimouski.*

J.-M. KLINKENBERG, D. RACELLE-LANTIN et G. CONNOLLY, *Langages et collectivités. Le cas du Québec*, [Montréal], Leméac, 1981, 300p. (Actes du colloque international du Centre d'études québécoises, Université de Liège, 25-28 mars 1980.)

Comme tout colloque, celui de Liège avait un objectif précis : la confrontation des « lectures européenne et québécoise de la situation linguistique vécue par des francophones d'Amérique du Nord » (p. 12). C'est ainsi que J.-M. Klinkenberg présente les Actes du colloque. Mais il n'allait pas s'agir que du cas du Québec. La Belgique représentant aussi une situation de contact des langues, il allait également en être question : conflits linguistiques issus de la coexistence de deux ou de plusieurs langues, au Québec comme en Belgique, et conflits linguistiques provenant également de la coexistence de différentes variétés du français et de leurs rapports à la « norme française ». Pour ce qui est de la confrontation « des lectures européenne et québécoise », il n'en est guère question dans les différentes communications. Bien que quelques indices de cette confrontation apparaissent dans les discussions qui suivent certaines des présentations, c'est en dehors du texte imprimé qu'elle semble se situer principalement, le cas du Québec étant analysé par des Québécois, celui de la Belgique par des Européens.

Les seize communications sont regroupées sous trois titres principaux, soit « Langue et société », « Pratiques » et « Du Québec et d'ailleurs ». La logique de cette division nous échappant, nous nous contenterons de présenter brièvement le contenu de chacune des communications par ordre d'apparition dans le volume.

G. Gagné et M. Pagé présentent les résultats de différentes études qui ont porté sur le langage oral de jeunes québécois âgés de quatre à seize ans. Ils ont surtout tenté de faire ressortir